



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté n°UBDEO/ERC/26/41
Abrogation d'une astreinte administrative
Société MANOIR FRANCE
Commune de Pîtres**

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU

- le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 171-11, L.172-1, L. 511-1, L.512-3 et L.514-5,
- le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121 et L.122,
- le décret du 8 avril 2026 nommant Monsieur Xavier DELARUE, préfet de l'Eure,
- le procès-verbal d'installation de Monsieur Xavier DELARUE, préfet de l'Eure, au 6 mai 2026,
- le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2026-25 du 6 mai 2026 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011 modifié autorisant la société MANOIR INDUSTRIES à exploiter une fonderie située 12 rue des Ardennes à Pîtres,
- le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 14 août 2024 délivré à la société MANOIR FRANCE,
- l'arrêté préfectoral n°UBDEO/ERA/24/53 du 9 décembre 2024 mettant en demeure la société MANOIR FRANCE,
- l'arrêté préfectoral d'astreinte n°UBDEO/ECD/25/124 du 9 janvier 2026,

- le rapport de la DREAL du 7 mai 2026 relatif à la visite d'inspection du 29 avril 2026, et transmis à l'exploitant par courrier conformément aux dispositions des articles L.171-6, L.171-8 et L.514-5 du Code de l'environnement,
- l'absence d'observation formulée par la société Manoir France dans son courriel du 22 mai 2026 dans le cadre de la procédure contradictoire,

CONSIDÉRANT

- qu'en vue de répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 décembre 2024 susvisé, la société MANOIR FRANCE a transmis à la DREAL :
 - le 19 février 2026 une version actualisée de l'étude des risques sanitaires,
 - le 3 mars 2026 un diagnostic des réseaux et un planning détaillé pour la mise en conformité des installations et a gestion adéquate des rejets industriels,
- qu'au regard de la transmission de ces documents, la société MANOIR FRANCE a engagé les actions correctives permettant de répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 décembre 2024 susvisé,
- que l'astreinte administrative prescrite par l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2026 n'est plus justifiée,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° UBDEO/ECD/25/124 du 9 janvier 2026 rendant la société MANOIR FRANCE (SIREN 930 168 349) redevable pour son établissement situé 12 rue des Ardennes à Pîtres (27590) d'une astreinte d'un montant journalier de 200 € (deux cents euros) par jour de retard sont abrogées.

Article 2

Conformément aux articles L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Rouen et leur requête peut être adressée à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice "télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans les deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté,
- par un tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 3

Le présent arrêté est notifié à la société MANOIR FRANCE et est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure.

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie et le directeur régional des finances publiques de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie est adressée à :

- la sous-préfète des Andelys,
- au maire de la commune de Pîtres,
- au chef de l'unité bidépartementale (DREAL - UBDEO).

Évreux, le - 5 JUIN 2026

pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture,



Alaric MALVES

